

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 22/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GCM

Route d'Obermodern
67330 Bouxwiller

Références : 12913/GC/AG
Code AIOT : 0003012913

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2023 dans l'établissement GCM, implanté Ecoparc Rhénan 67550 Vendenheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GCM
- Ecoparc Rhénan 67550 Vendenheim
- Code AIOT : 0003012913
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société GCM exploite un centre de réception, de tri, de regroupement, de transit et de traitement de déchets (inertes, dangereux et non dangereux), situé au sein de l'écoparc Rhénan. Ces installations ont été autorisées par arrêté préfectoral du 7 janvier 2019. Elles relèvent également de la directive IED au titre des rubriques 3510 (rubrique principale), 3532 et 3550. De ce fait, les dispositions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 s'appliquent à l'exclusion de l'annexe 3.3 relative aux MTD applicables aux installations de traitement biologique des déchets, celle-ci ne s'appliquant pas au traitement biologique des terres polluées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- IED – meilleures techniques disponibles
- rejets air
- rejets eaux
- Stockage de déchets dangereux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible, en fin d'inspection, de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai court, les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Autre information
1	Traitement biologique – condition de rejet atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 07/01/2019, article 3.1.1	/	Sans objet
2	Traitement des terres polluées – rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 07/01/2019, articles 3.2.1 et 9.2.1	/	Sans objet
3	Traitement des terres polluées – retombées atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 07/01/2019, articles 9.3.1.1 et 9.3.1.2	/	Sans objet
4	Points de rejets des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 07/01/2019, article 4.2.1	/	Sans objet
5	Concentration rejet eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 07/01/2019, article 4.3.1	/	Sans objet
6	Surveillance des eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 07/01/2019, article 9.2.2	/	Sans objet
7	Stockage des déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 07/01/2019, articles 8.3.1 et 8.3.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il apparaît opportun que l'exploitant formalise et enregistre les mesures qu'il réalise lors du suivi interne de l'état des filtres à charbon.

Il est attendu que l'exploitant transmette les résultats de la campagne de surveillance des retombées atmosphériques de septembre 2023 (COVNM/Benzène/Poussières) dès leur réception.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traitement biologique – condition de rejet atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2019, article 3.1.1
Thèmes : Risques chroniques, IED - MTD
Prescription contrôlée : (...) <p>L'amélioration de la captation et de la canalisation des émissions est systématiquement recherchée, en vue de leur traitement et de leur dispersion atmosphérique optimaux.</p> <p>Si les concentrations initiales des terres admises dépassent les valeurs indicatives ci-après, les terres polluées passent en biotertre ventilé avec traitement des rejets canalisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - teneur en hydrocarbures totaux supérieure à 2 000 mg/kg - teneur en hydrocarbures aromatiques polycycliques supérieur à 100 mg/kg

Constats :

L'exploitant a décrit le fonctionnement du traitement biologique des terres polluées essentiellement par des hydrocarbures.

Les terres polluées sont amendées de matières organiques et aérées afin de favoriser la réaction bactérienne. Des biotertres sont ensuite formés. Au-delà d'une concentration de 2 000 mg/kg d'hydrocarbures totaux (HCT), et/ou, le cas échéant, de 100 mg/kg d'hydrocarbures aromatiques polycycliques, ils sont bâchés et ventilés. Une entrée d'air est forcée en partie basse. En partie haute, les effluents gazeux sont aspirés, canalisés et traités par un filtre à charbon actif.

En dessous de 2 000 mg/kg de HCT, la ventilation est décidée par l'exploitant en fonction des résultats d'analyses des prélèvements réalisés par ses soins à la réception des terres polluées et en cours de traitement.

L'exploitant indique que son système de traitement n'est plus efficace au-delà d'une concentration de HCT d'environ 5 000 mg/kg. Les terres polluées sont alors évacuées vers une filière de traitement adaptée (désorption thermique ou lavage de terres par exemple).

Concernant le suivi de l'état des filtres à charbon actif, l'exploitant se base sur les mesures semestrielles réalisées dans le cadre de la surveillance des rejets atmosphériques. Il indique réaliser, en complément, des mesures internes en début et en fin de traitement de chaque pile à l'aide d'un PID (détecteur à photo-ionisation). Toutefois, ce suivi interne n'est pas formalisé : aucune mesure n'est enregistrée. L'exploitant a ajouté que les filtres, installés depuis 2019, n'ont pas encore été remplacés et ne sont pas encore saturés.

Lors de la visite, l'inspection a attiré l'attention de l'exploitant sur la pertinence de formaliser son suivi interne de l'état des filtres.

Type de suites proposées : Sans suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Traitement des terres polluées – rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2019, articles 3.2.1 et 9.2.1

Thèmes : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Le tableau ci-dessous définit les valeurs-limites en concentration et en flux à ne pas dépasser, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ (ou CO₂) de n %

Conduit n°1 – biotertre équipé d'un système de traitement des émissions gazeuses :

Paramètres	Concentration en mg/Nm ³	Flux maximal en kg/h
COVNM (exprimé en carbone total)	50	2
Benzène	2 mg/Nm ³ si le flux dépasse 10 g/h	0,015
Poussières	20	1000

Article 9.2.1 - Surveillance des émissions atmosphériques

La surveillance des rejets est réalisée suivant les paramètres et fréquences fixés ci-après.

Bioterre équipé d'un système de traitement des émissions atmosphériques :

polluant	Détermination	Fréquence de l'autosurveillance
COVNM	Concentration Flux	semestrielle
Benzène	Concentration Flux	semestrielle
Poussières	Concentration Flux	semestrielle

Constats :

Les mesures réalisées le 09 février 2023 sur un seul point de rejet (une seule pile en cours de traitement) ont les valeurs en concentration et en flux suivantes :

COVNM : 0,74 mg/Nm³ et 0,00018 kg/h

Benzène : 0 mg/Nm³ et 0 kg/h

Poussières : 0,3 mg/Nm³ et 0,000074 kg/h

Les valeurs limites n'ont pas été dépassées.

Lors de la seconde campagne semestrielle du 11 septembre 2023, aucune pile n'était en cours de traitement. Aucun prélèvement n'a pu être réalisé par l'organisme sélectionné par l'exploitant.

Il est à noter qu'aucune pile ventilée ne devrait être montée avant 2024.

Type de suites proposées : Sans suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Traitement terres polluées – retombées atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2019, articles 9.3.1.1 et 9.3.1.2

Thèmes : Risques chroniques, Retombées atmosphériques

Prescription contrôlée :

Article 9.3.1 - Surveillance de la qualité de l'air

9.3.1.1 L'exploitant surveille les émissions diffuses de Composés Organiques Volatils au travers d'une surveillance environnementale des concentrations en limite de propriété aux emplacements les plus exposés. Ces emplacements sont déterminés par une modélisation de dispersion atmosphérique tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Un état initial est réalisé avant l'entrée de déchets sur le site. Après cet état initial et la première admission de terres polluées, les mesures sont semestrielles.

Les paramètres de la surveillance sont :

- les Composés Organiques Volatils non Méthaniques (COVNM) exprimés en carbone total ;
- le benzène (CAS 71-43-2)

Les résultats sont commentés au regard d'une valeur de référence de 2,03 µg/m³ de benzène.

Les résultats commentés de la surveillance sont transmis à l'inspection des installations classées, dès réception des résultats.

Au terme de trois années de surveillance, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un bilan commenté des résultats obtenus sur la période, avec des propositions sur la poursuite de la surveillance.

9.3.1.2 Des prélèvements et mesures trimestriels des retombées de poussières sont effectués aux emplacements repérés sur le plan en pages 314/428 du dossier de demande d'autorisation.

Les résultats commentés de la surveillance sont transmis à l'inspection des installations classées, dès réception des résultats.

Au terme de trois années de surveillance, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un bilan commenté des résultats obtenus sur la période, avec des propositions sur la poursuite de la surveillance.

Constats :

Pour le premier semestre 2023, une campagne de surveillance de la qualité de l'air a été réalisée du 10 au 17 mars 2023.

Les concentrations de benzène varient de 1,44 à 1,63 $\mu\text{g}/\text{m}^3$ et celles de COVNM de 0,75 à 2,26 $\mu\text{g}/\text{m}^3$.

Pour le second semestre 2023, une campagne a été réalisée en septembre 2023. Lors de la visite, l'exploitant ne disposait pas encore du rapport de résultats de cette campagne.

Les mesures trimestrielles de retombées de poussières des campagnes de février 2023 et juin 2023 ont été présentées à l'inspection mais, concernant celles de septembre, l'exploitant ne disposait pas encore du rapport de résultats.

L'inspection remarque un pic à 32,48 g/m²/mois lors de la campagne de juin. Bien qu'aucune valeur limite ne soit imposée, la valeur de référence utilisée est de 350 mg/m²/j (valeur issue des normes applicables outre Rhin), soit 10 g/m²/mois. En juin, les retombées ont donc été plus de trois fois supérieures à la valeur de référence (32,48 g/m²/mois équivalent à 1 136,8 mg/m²/j).

L'exploitant explique ces retombées excessives de poussières par la longue période sans précipitation et par la réception et le traitement de déchets du BPT totalement secs, malgré l'utilisation des dispositifs de brumisation, le passage systématique des camions en entrée et en sortie de site dans le bassin lave-roue ou encore l'utilisation de concasseurs équipés de système hydraulique de limitation de poussières.

Il est attendu que l'exploitant transmette les résultats de la campagne de septembre 2023 (COVNM/Benzène/Poussières) dès leur réception.

L'exploitant n'a pas encore réalisé de bilan triennal de surveillance. Il est attendu pour 2024.

Type de suites proposées : Sans suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Points de rejets des effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2019, article 4.2.1

Thèmes : Risques chroniques, rejets eaux

Prescription contrôlée :

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer, séparément, chacune des diverses catégories d'eaux issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés, avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

L'exploitant distingue les différentes catégories de rejets suivantes :

- eaux domestiques,
- eaux industrielles,
- eaux pluviales.

(...)

Les eaux industrielles correspondant aux eaux saturées du système de tri par flottation ne sont rejetées que si elles respectent les valeurs-limites de rejet des eaux pluviales définies à l'article 4.3.1. Autrement, elles sont enlevées et dirigées vers une installation autorisée pour leur traitement. L'exploitant tient à disposition la justification de cette autorisation.

Les eaux pluviales, ayant été en contact avec les déchets, rejoignent le réseau de collecte de l'écoparc, puis le Rhin suivant le schéma en annexe VII du présent arrêté.

Les deux points de rejet en sortie d'établissement ont les coordonnées suivantes :

- zone nord (plateforme de gestion des déchets inertes, voiries, toitures) ;
- zone sud (plateforme de traitement et transit de déchets, hall de transit).

Constats :

L'exploitation des installations ne génère pas d'eaux industrielles : aucun déchet n'est trié par flottation. Bien que prévue dans le projet initial, l'exploitant indique que cette méthode n'est pas concluante au regard de la nature des déchets et de l'espace disponible sur la plateforme.

Les eaux de ruissellement de la zone nord sont canalisées et orientées vers un bassin de décantation et de régulation équipé d'une pompe de relevage, permettant ainsi leur confinement. Ces eaux sont ensuite régulées par vortex et passent par un séparateur avant d'être rejetées dans le réseau de collecte de l'écoparc.

Le traitement des eaux de ruissellement de la zone sud est très similaire à celui des eaux de la zone nord. En complément, les eaux passent par un bassin de tranquillisation avant d'atteindre le bassin de décantation et de régulation, où elles sont épurées par biofiltration.

Type de suites proposées : Sans suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Concentration rejet eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2019, article 4.3.1

Thèmes : Risques chroniques, rejets eaux

Prescription contrôlée :

Point de rejet nord : à la sortie du séparateur d'hydrocarbures, les eaux pluviales sont conformes aux valeurs limites du tableau suivant pour un débit maximal de référence de 21 l/s.

Point de rejet sud : à la sortie du séparateur d'hydrocarbures, les eaux pluviales sont conformes aux valeurs limites du tableau suivant pour un débit maximal de référence de 9 l/s.

Paramètres	Concentration (en mg/l)
pH	Compris entre 5,5 et 8,5
MEST	100
DBO5	100
DCO	300
Hydrocarbures totaux	5
Nickel	0,5
Zinc	2
Fer et aluminium	5
Composés organiques halogénés	1
Plomb	0,5
Cuivre	0,5
Chrome et composés chromés	0,5
HAP	0,05
PCB	0,05

Indice phénols	0,3
Benzène	1,5
Toluène	4
Ethylbenzène	1,5
Xylène	1,5

Constats :
 Les valeurs déclarées le 1^{er} août 2023 dans l'application GIDAF laissent apparaître un pH à 8,9 pour le rejet nord et des teneurs en plomb de 0,863 mg/l dans le rejet nord et de 15,1 mg/l dans le rejet sud.
 Dans les commentaires renseignés dans l'application, l'exploitant indique ne pas avoir identifié la cause du dépassement de la valeur limite du pH mais n'apporte aucun élément concernant les concentrations en plomb.
 Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport d'analyse établi par le laboratoire correspondant à cette campagne de surveillance. Il apparaît qu'une erreur d'unité de mesure est à l'origine des dépassements des teneurs en plomb : les résultats effectifs sont 0,000863 mg/l (0,863 µg/l) et 0,0151 mg/l (15,1 µg/l).
 Concernant la valeur du pH, l'exploitant n'a pas été en mesure d'apporter quelque explication. Il indique que les analyses des prélèvements du 20 octobre 2023 ont établi un pH à 7,7.

Les mesures des autres paramètres ne montrent pas de dépassement de valeurs limites.

Type de suites proposées : Sans suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Surveillance des eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2019, article 9.2.2			
Thèmes : Risques chroniques, rejets eaux			
Prescription contrôlée : La surveillance des eaux de ruissellement (points de rejet nord et sud) est réalisée suivant les paramètres et fréquences fixés ci-après :			
Polluant / paramètre	code sandre	Détermination	Fréquence de l'auto-surveillance
pH	1302	Concentration	Trimestrielle
MEST	7		
DBO5	1095		
DCO	1314		
Hydrocarbures totaux	2962		
Nickel	1386		
Zinc	1383		
Fer et aluminium	7714		
Composés organiques halogénés AOX	1106		
Plomb	1382		
Cuivre	1392		
Chrome	1389		

HAP	6966		
PCB	6157		
Indices Phénols	1440		
Benzène, Toluène, Ethylbenzène, Xylènes	5918		

Constats : Les résultats des campagnes de surveillance trimestrielles sont renseignés dans l'application GIDAF. Les mesures de mars et août 2023 ont été enregistrées dans l'application. Les résultats d'octobre 2023 n'ont pas encore été renseignés : le laboratoire d'analyse a établi et transmis son rapport à l'exploitant le jour de la visite.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Stockage des déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2019, articles 8.3.1 et 8.3.2
Thèmes : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Article 8.3.1 – Dispositions constructives Les déchets dangereux acceptés (amiante, bois de classe C, et terres polluées « déchets dangereux » non admissibles en biotierre ou des enrobés pollués aux HAP ou goudronnés) en transit sont stockés dans un hall fermé sur 3 côtés. Ce hall de stockage est subdivisé en travées séparées, permettant de séparer les déchets incompatibles. Le sol du hall est étanche et incombustible. Article 8.3.2 – Système de détection et lutte incendie Le hall est équipé : <ul style="list-style-type: none"> • d'une surveillance vidéo et visuelle aux heures de présence du personnel, • d'une alarme incendie à déclenchement automatique, • de moyens adaptés de lutte contre l'incendie.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que des déchets dangereux sont stockés en transit dans le hall, à savoir : des terres polluées aux HAP et des déchets amiantés. Ces déchets sont stockés de part et d'autre du hall. La probabilité qu'ils soient mélangés est donc très faible. De plus, ce hall est utilisé pour le stockage temporaire de matériaux utilisés notamment dans le cadre des activités de terrassement et de travaux publics de GCM (fourreaux, tuyaux d'assainissement, pavés en granit, ...). Lors de la visite, l'inspection constate que le sol bétonné du hall ne présente pas de défaut manifeste d'étanchéité. Le hall est équipé d'un système de vidéosurveillance. Les images sont reportées au bureau d'accueil du site et sont, de plus, accessibles par le responsable du site et le responsable de l'activité de traitement des terres polluées, via leurs téléphones respectifs. Un système de détection automatique d'incendie a été installé. Celui-ci entraîne une alarme sonore et visuelle au niveau du boîtier de gestion du système. Cette alarme est également reportée au niveau de la télésurveillance du site. Huit extincteurs ont été installés. Chaque pilier de la façade ouverte du hall comporte au moins un extincteur. Ils ont été vérifiés en janvier 2023.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet